

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 5 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UVEA

Chemin Saint Mathurin
28150 Ouarville

Références : IC230465/RAPVI/YLM - VAT20230481
Code AIOT : 0010000473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement UVEA implanté Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UVEA
- Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville
- Code AIOT : 0010000473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- parties des suites des visites du 20/09/2021 et du 13/10/2022
- consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 9.5	/	Sans objet
11	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 11.1.A	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1.2° III	Susceptible de suites	Sans objet
5	Capacité d'entreposage de déchets	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 14.2	/	Sans objet
6	VLE SO2	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/03/2012, article 17.1.E.b	/	Sans objet
7	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
9	Contrôle video	Décret du 30/03/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 3 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1.2° III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans • date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée: La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo de déchargement fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo, la finalité du traitement installé, la durée de conservation des images, le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.
Constats : Sans observations.
Observations : Visite du 13/10/2022 : La signalétique indiquant la présence du dispositif de contrôle par vidéo de déchargement installée sur le site le jour de la visite ne comporte pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 1.2° III du décret du 30/03/2021, notamment : -la finalité du traitement installé, -la durée de conservation des images, -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), -la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. Transmettre un justificatif de la mise en place du nouvel affichage installé sur site. Visite du 7/7/2023 : L'inspection a constaté que la signalétique indiquant la présence du dispositif de contrôle par vidéo comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article 1.2° III du décret du 30/03/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Capacité d'entreposage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 14.2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La capacité d'entreposage dans la fosse est de 5 000 m ³
Constats : Sans observations.
Observations : Le jour de la visite 3 819 T de déchets sont présents dans la fosse pour un volume d'environ 4 777 m ³ (densité de 0.8 t/m ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : VLE SO2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/03/2012, article 171.E.b
Thème(s) : Risques chroniques, VLE SO2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée: VLE journalière SO2 : 50mg/Nm ³ VLE flux journalier SO2 : 69.2 kg/j
Constats : Sans observations.
Observations : Visite du 20/09/2021 : Dépassement de la VLE en concentration journalière et en flux journalier pour le paramètre SO2 sur la ligne 2 le 24/01/2021. Visite du 7/7/2023 : Les rapports d'analyse 2023 sont consultés. Il n'est pas constaté de dépassement des VLE SO2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : [...] e) Concernant la destination du déchet : [...] - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; [...]
Constats : Sans observations.
Observations : Visite du 20/09/2021 suivant les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 29 février 2012 sur les registres déchets : Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle les déchets issus du tri sélectif en transit sont expédiés n'est pas renseigné. L'arrêté du 29 février 2012 a été abrogé par l'Arrêté Ministériel du 31/05/2021 ; les prescriptions de ce dernier s'applique à partir du 1 ^{er} janvier 2022. Visite du 7/7/2023 : Le registre des déchets entrants et sortants est consulté sur un ordinateur de la salle des machines. Le code de traitement des déchets sortants est indiqué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle video

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle video
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Art I [...] « II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en oeuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre 1er, du chapitre 1er du titre IV et du titre 1er du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu, qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. L'entrée en vigueur du contrôle vidéo des déchargements de déchets est fixé au 01/07/2021 »</p>
Constats : Sans observations.
<p>Observations : Visite du 20/09/2021 : Le dispositif de contrôle par vidéo ne couvre pas l'ensemble des zones de déchargements de déchets.</p> <p>Visite du 7/7/2023 : Le contrôle vidéo mis en place couvre l'ensemble des zones de déchargement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 9.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.</p>
Constats : Une anomalie électrique ne pourra être levée que lors de l'arrêt technique 2024.
<p>Observations : Le rapport de vérification des extincteurs du 30/6/2023 est consulté. Les installations sont conformes.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques du 16/06/2023 est consulté. Il fait état d'un risque d'incendie ou d'explosion au niveau de l'armoire T1AB8501. Le changement de la pièce ne pourra intervenir que lors de l'arrêt technique programmé en 2024. Une surveillance est mise en place (vérification visuelle journalière).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 11.1.A
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les prélèvements sont limités aux valeurs suivantes * Prélèvement en nappe : 40 m³/h 200 m³/j 65 000 m³/an * Prélèvement sur le réseau collectif : 1 m³/h 10 m³/j 3 500 m³/an</p>
Constats : Dépassement de la quantité autorisée de prélèvement d'eau dans la nappe.
<p>Observations : L'exploitant présente le registre des consommations d'eau 2022 : 72 573 m³ d'eau ont été prélevés dans la nappe pour une quantité autorisée de 65 000 m³. 912 m³ d'eau prélevés sur le réseau public pour une quantité autorisée de 3 500 m³.</p> <p>L'exploitant indique que le dépassement est dû au fait qu'il n'y a pas eu d'arrêt technique en 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet